BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE – FICHES DE LECTURE

Karl **POLANYI,** *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps.*,1944, New York, (États-Unis)

« Le libéralisme conduit au monopole. »

*« […] Il s’agit donc de rechercher la vérité et, quand les tabous de la tradition barrent le chemin, d’agir selon les postulats de l’éthique, même si les amateurs de compromis et les opportunistes dénigrent cette attitude comme du « super – idéalisme ». […] »*

Karl Polanyi, fragment, manuscrit en la possession d’Ilona DUSCINZKA

**FICHE TECHNIQUE**

**POLANYI** (Karl), *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*., 1944, New York, (États de New York, États-Unis d’Amérique), traduction de Catherine MALAMOUD et Maurice ANGENO, aux éditions Gallimard, collection NRF, dans la « Bibliothèque des Sciences Humaines », 1983, 419 pages.

**L’AUTEUR**

Né en 1886 dans le royaume de Hongrie, dans une famille de juifs convertis au luthéranisme, Karl Polanyi gagne Vienne au début du siècle pour y étudier : il y fonde un club de réflexion, le Cercle Galilée, qui se veut un mouvement d’intellectuels réformistes d’inspiration socialiste avec une double vocation de diffusion des connaissances et d’apprentissage. L’Autriche est alors en pleine expansion économique, la société en est profondément bouleversée et les mouvements réformistes, quoique muselés légalement, sont très forts. On retrouvera chez Polanyi toute sa vie cet idéal d’enseignement et de recherche, de diffusion de la connaissance et d’apprentissage. Son œuvre, savante, ambitieuse et très claire, en témoigne à chaque page.

Après la guerre (1919), socialiste, il doit fuir l’Autriche dans laquelle il ne peut plus exercer son métier de journaliste. Il gagne Londres qui, entre 1750 et 1950, aura eu le privilège d’accueillir les plus grands penseurs du capitalisme d’Adam Smith à Keynes en passant par Marx et Polanyi. Ironie de l’histoire des idées : les opposants les plus farouches se seront succédés sur les mêmes lieux, à moins d’un demi-siècle d’écart.

Polanyi enseigne à Oxford et Cambridge à la fois comme professeur d’université et comme bénévole pour les cours du soir : il parcourt une Angleterre industrielle ravagée par la crise (1929). C’est celle que Marx avait vu. Polanyi comprend alors que l’obstacle au bonheur des peuples ce n’est pas le capitalisme en lui-même mais sa forme la plus agressive : le libéralisme.

Il côtoie aussi les cercles les plus ouverts à une réflexion sur un amendement du capitalisme. Ceux animés par Keynes en particuliers, même si les deux hommes ne se seront ni fréquentés ni assez lus. L’un pense la mort du libéralisme et l’autre sa réforme. L’un pense en philosophe l’autre en technicien. On reste surpris cependant en dépit des différences de méthode quand on constate la similitude des résultats.

C’est à New York qu’il publie (1944) : il apporte aux démocrates américains la justification ontologique du *New Deal* dont Keynes avait apporté la méthode. Puisqu’un libéralisme absolu amène absolument la disparition du libéralisme il faut nécessairement un encadrement, par l’Etat, du marché. Les Américains des années quarante gardent encore dans leur chair les marques de la crise. Pellagre, mal - nutrition, carences diverses, suicides, hyper-violence … Les Américains contemporains de Polanyi ne se font aucune illusion sur ce qu’un libéralisme qui promet « la prospérité au coin de la rue » réserve en réalité. L’accueil fait à l’œuvre de Polanyi est bon. Le public écoute avec attention un homme qui lie la faillite du système économique et celle du système politique : l’Etat – providence se constitue lentement et il n’est pas anodin qu’il ait vu le jour dans les deux pays les plus libéraux de l’époque : la Grande – Bretagne et les Etats – Unis.

**LE LIVRE**

La thèse de Karl Polanyi (1944) dans *La Grande Transformation* est originale ; le capitalisme libéral – le libéralisme – a existé en Occident (et en Occident seulement) de 1820 à 1920. Ce libéralisme économique a permis le développement du libéralisme politique (la démocratie). Mais le capitalisme a fini par laisser de grands *trusts* internationaux prendre le contrôle de l’économie, ce qui a, *de facto*, mis fin à la liberté d’entreprendre. Le libéralisme a donc été vidé de sa substance par sa nature même. Vidé de sa substance il n’a pu empêcher la déliquescence de la liberté politique. Le fascisme est la forme dénaturée de la politique en Occident, simple reflet selon Polanyi d’un capitalisme lui aussi dénaturé car dominé par les *trusts*.

Cette thèse ancienne de maintenant près de 60 ans paraît étonnamment actuelle : Polanyi décrit les liens entre les dirigeants politiques et économiques, décrit les conséquences sociales désastreuses d’une libéralisation excessive des économies, pose les fondements d’une juste et nécessaire intervention de l’Etat dans les économies, dénonce le rôle des idéologies patronales dans les prises de décisions politiques … Bref en écrivant en 1944 il semble nous parler directement.

Karl Polanyi aborde la question de la nature et du devenir du capitalisme, et plus particulièrement du capitalisme libéral : le libéralisme. Or, entre la fin des démocraties populaires (1989) et celle de l’URSS (1991) et l’attentat contre les *Twin Tower* du *World Trade Center* à New York (2001), le monde avait vécu plus d’une dizaine d’années dans la douce impression – la douce illusion nous avait averti Huntington - que le modèle économique (le libéralisme) et politique (la démocratie libérale) de l’Occident allaient finir par être adopté par le monde entier. C’était la thèse des Républicains dès 1988. Le 11 septembre 2001 il a bien fallu se rendre à l’évidence : le reste du monde ne semblait ni acquis au libéralisme ni acquis à la démocratie libérale. Lire Polanyi permet de mieux comprendre pourquoi toutes nos estimations sur le « village global » étaient présomptueuses et illusoires.

Karl Polanyi mêle avec finesse tous les champs du savoir : sociologue (dans les chapitres sur le marché par exemple) il est aussi anthropologue (dans les chapitres sur les systèmes économiques) mais aussi philosophe (dans sa critique, positive certes mais sans concession, du marxisme) et économiste (même s’il reste plus un théoricien qu’un technicien de l’économie.)

L’auteur illustre trois propositions clés : **1)** « […] le déterminisme économique […] a maintenant cessé d’opérer dans la plus grande partie du monde […] n’a eu d’effet que dans un système de marché, lequel est en train de disparaître rapidement […] », **2)** « […] le système de marché a violemment déformé nos vues sur l’homme et la société ; […] » et **3)** « […] Ces vues déformées se révèlent être l’un des principaux obstacles qui empêchent de résoudre les problèmes de notre civilisation. […] ».

Chacune de ces propositions est *grosso modo* défendue dans chacune des trois parties de *La Grande Transformation*.

Dans la première partie intitulée « Le système international » Polanyi expose l’idée générale de son livre : le libéralisme économique a facilité l’extension en Europe de la démocratie libérale, garantissant un siècle de paix relative. Puis ce même libéralisme économique est mort (sa mort n’étant pas celle du capitalisme mais bien du capitalisme libéral) entraînant à terme la mort de la démocratie libérale, l’avènement du fascisme et le retour de la guerre.

Dans la deuxième partie intitulée « Grandeur et décadence de l’économie de marché » Polanyi montre comment est né le libéralisme. Il montre, et c’est là l’une des originalités majeures de son œuvre, que le libéralisme est un moment court et contingent dans l’histoire du capitalisme. Pour Polanyi le capitalisme n’est libéral que par accident, à la suite d’une sorte de coup de force idéologique opéré en Grande – Bretagne au début du XIXe siècle. Le libéralisme n’a pas vocation à s’étendre à l’ensemble du monde. Au contraire Polanyi montre que ce moment libéral est fini dès les années vingt.

Dans la troisième partie intitulée « La transformation en marche. », Polanyi va plus loin en analysant les rapports entre politique et économie capitaliste : Polanyi propose là des règles d’action pour préserver la démocratie politique dans un système dépourvu du libéralisme économique qui lui avait pourtant donné naissance.

***Etude de la proposition n°1 - La disparition du « système de marché ».***

C’est dans la partie la plus courte de l’ouvrage de Polanyi, intitulée « Le système international » que Polanyi dévoile l’idée directrice de sa thèse : le libéralisme économique authentique n’a véritablement vécu que des années 1820 à 1920, années marquées par ce qu’il appelle la « Paix de cent ans ». Selon Polanyi le libéralisme a permis durant presque un siècle une période de paix entre les grandes puissances. Polanyi remarque que les puissances dominantes en Europe « […] ne se sont fait la guerre que 18 mois au total. […] ».

C’est la haute finance internationale qui a été responsable de cet Etat de fait : non par patriotisme ou philanthropie mais par un équilibre subtile entre son attachement à tel ou tel gouvernement national (qui appuyait ses opérations financières) et la nécessité du maintien des relations commerciales, fondement de la croissance industrielle et fondement du libéralisme. Polanyi le note clairement : « […] La haute finance n’avait pas vocation à être un instrument de paix ; cette fonction lui revint par accident […] Le mobile était le gain. […] »[[1]](#footnote-1). Ainsi même les guerres limitées étaient contrôlées par les financiers : « […] Chaque guerre, ou presque, était organisée par les financiers ; mais ils organisaient aussi la paix. […] »[[2]](#footnote-2). Cette mainmise des financiers et des industriels sur la guerre se voit par exemple au fait que le commerce et les mouvements de capitaux continuèrent lors des guerres de la période 1820 – 1920, fait sans précédent jusque là.

Or comme c’est l’organisation économique du monde qui avait permis la paix, c’est la fin de ce système (Ce fameux « système international ») qui amena la Première Guerre mondiale. L’Allemagne avec la fin de l’ère Bismarck cala sa monnaie sur l’or et choisit un retour au protectionnisme accentuant les rivalités coloniales (Les marchés coloniaux restaient en effet les seuls encore disponibles dans un monde dominé par le repli des économies nationales sur leur sphère nationale d’influence) et donc accentuant aussi bien les probabilités d’une guerre que le désir de guerre.

Polanyi lie l’avènement des fascismes (mais aussi celui de l’Etat – Providence et la renaissance géopolitique soviétique) à la crise de 1929. La volonté forcenée des nations grandes (Prêteuses de capitaux et soucieuses de voir leurs débiteurs suivre des politiques financières orthodoxes) comme petites (soucieuses de retrouver une monnaie stable pour attirer les investisseurs étrangers et inciter aux investissements les capitalistes nationaux) d’avoir une monnaie stable entraîna « l’expropriation des rentiers » et la destruction des « classes moyennes » (Le terme anachronique et n’est pas employé par Polanyi). Or ces rentiers avaient été les plus forts soutiens de la démocratie libérale : ruinés ils ne purent ni ne voulurent s’opposer à la montée des fascismes.

Ceux-ci édifièrent des systèmes économiques autarciques, dans lesquels les Etat avaient un rôle total. L’ère du libéralisme s’est bien terminée dans les années vingt. Au terme de cette démonstration, Polanyi opère un retournement dans le raisonnement. Il remonte le temps et la logique pour montrer – ce qui fait le sel de sa thèse – que loin d’être regrettable (Hormis par le fait qu’elle a entraîné des guerres atroces) la disparition du libéralisme correspond à un retour à la normale économique et politique. Pour Polanyi le libéralisme reste une aberration sociale et une anomalie dans l’histoire des sociétés et des économies.

***Etude de la* *proposition n°2 – Le « système de marché » déforme nos vues sur l’homme.***

C’est la partie la plus importante et la plus originale de l’œuvre de Polanyi. C’est aussi la partie la plus longue et la plus dense de *La Grande Transformation.* On est là au cœur de ce que Dumont signale dès la préface : « […] sa densité, sa richesse en thèses secondaires et subsidiaires défient toute tentative de résumé linéaire. […] ». On se contentera ici d’analyser ceux qui permettent à Polanyi de montrer le caractère contingent et éphémère du capitalisme libéral.

Quand Polanyi écrit, chacun est bien persuadé que le libéralisme économique – plus ou moins tempéré de keynésianisme – est le terme obligé de l’évolution économique. Polanyi, au contraire, montre qu’il ne s’agit que d’une sorte de métastase économique, que la Seconde Guerre mondiale a tranché heureusement, et heureusement en le remplaçant par l’Etat – Providence.

Polanyi commence par montrer que l’économie n’a pas toujours été capitaliste : elle ne l’était pas à l’origine car les économies « nationales » de l’Antiquité n’étaient que le déploiement à une échelle plus vaste de l’économie domestique, laquelle ne vise qu’à l’autosuffisance de ses membres et ne prévoyant donc pas de surplus. Polanyi affirme même que « […] Toutes les économies de grande échelle reposant sur les produits de la nature ont été gérées à l’aide du principe de redistribution. […] »[[3]](#footnote-3). Sous entendu : le marché n’existe pas car le but de l’économie n’est pas de satisfaire une « demande » mais de faire vivre des hommes. La notion même de « demande » étant absente de ce type de système.

L’historiographie actuelle appuie cette analyse. Si Braudel raisonne essentiellement en termes de « marché » et de « demande » pour décrire les économies non – occidentales connectées à la Méditerranée, Favier en analysant le commerce international dans l’Océan Indien entre les XVe siècle et le XVIe siècle montre bien qu’il s’agit d’un commerce de dons et contre-dons très éloigné du modèle capitaliste. Et pourtant aussi étendu sinon plus que les économies occidentales.

Après avoir montré que l’économie n’a pas nécessairement été une économie de « marché » et de marché autorégulateur (C’est-à-dire libéral) il montre que des peuples non-occidentaux peuvent vivre dans un système économique sans qu’un marché apparaisse. C’est le but des développements sur le système économique des îles Trobriand (Mélanésie) dans l’Océan Pacifique[[4]](#footnote-4). Il y a, dit Polanyi, un système économique mais qui ne vise pas à la satisfaction d’un « marché » puisque l’économie sert à assurer la survie ; il y a même, dit-il, un commerce mais qui ne vise pas le profit, juste un échange, lent[[5]](#footnote-5) et complètement subordonné aux impératifs et aux contraintes sociales.

Car derrière l’idée première de Polanyi qui était de montrer que l’économie est plurielle et qu’elle n’a pas été hier ce qu’elle est aujourd’hui et qu’elle n’est pas là-bas ce qu’elle est ici, vient de se découvrir une deuxième qui est que dans la plupart des sociétés l’économie est au service de la société, sauf dans le libéralisme où c’est l’inverse.

Si le libéralisme, caractérisé par ce marché autorégulateur qui fait de l’économie le fondement des systèmes politiques et sociaux et qui asservit par là même l’homme aux impératifs économiques, est si restreint à l’Occident et si contre-nature à l’économie elle-même, comment a-t-il réussi à s’imposer et à s’imposer si durablement ?

La réponse de Polanyi est complexe. On s’intéressera ici à ce qu’il nomme le « *credo* libéral » annonçant ainsi que le libéralisme est pour lui une simple croyance, voire une mystique.

Dès le début de l’argumentation Polanyi annonce le ton volontairement polémique et sans concession des deux chapitres clés : « […] Simple penchant pour des méthodes non-bureaucratiques à sa naissance, [le libéralisme] s’est développé dans une véritable foi dans le salut de l’homme ici-bas grâce au marché autorégulateur. […] »[[6]](#footnote-6) et il parle plus loin du « fanatisme » des libéraux, de « croisade passionnée » et de « foi militante »[[7]](#footnote-7). La terminologie religieuse chez un agnostique Polanyi montre assez le peu de crédit scientifique qu’il accorde au libéralisme dont il dénonce plus loin les « implications extravagantes »[[8]](#footnote-8) et même « les sources utopiques du dogme »[[9]](#footnote-9).

Comment une théorie économique si inconsistante a-t-elle pu s’imposer comme une vérité absolue ?

Pour Polanyi ce processus s’est réalisé en deux temps : dans un premier moment le libéralisme s’est imposé en réaction assez justifiée à une économie très encadrée par l’Etat et par les communautés villageoises (Enclosures en Grande – Bretagne, liberté du commerce du blé en France). C’est l’origine du « laissez faire » du XVIIIe siècle. Puis devant les conséquences sociales désastreuses du libéralisme (destruction du système de Spemhamland[[10]](#footnote-10) en Grande – Bretagne, interdiction des corporations de métiers dans la France girondine) les théoriciens libéraux ont mis sur le compte d’un « complot collectiviste » les échecs des politiques libérales, entraînant l’Occident vers une course folle vers plus de libéralisme. Le libéralisme poussé à son paroxysme aboutissant à la domination des *trusts* puis au protectionnisme (Conséquence inéluctable de l’orthodoxie financière) et à la guerre et aux fascismes.

Comment dans ce cas concilier économie – et éventuellement économie capitaliste dans un premier temps – et épanouissement social et économique des individus ?

***Etude de la proposition n°3 – le « système de marché » nous interdit de résoudre les problèmes de notre civilisation.***

La lecture du dernier chapitre de *La Grande Transformation*. intitulé « La liberté dans une société complexe » est sans doute le plus stimulant du livre.

Polanyi rappelle que c’est bien le libéralisme économique et politique qui a produit la brillante civilisation du XIXe siècle : « […] Les libertés civiques, l’entreprise privée et le système salarial se sont fondus en un modèle de vie qui a favorisé la liberté morale et l’indépendance d’esprit. […] Nous devons essayer de conserver par tous les moyens à notre portée ces hautes valeurs héritées de l’économie de marché qui s’est effondrée. […] »[[11]](#footnote-11). Polanyi souligne que la fin du système de marché n’a pas mécaniquement entraîné la prise du pouvoir par des régimes fascistes : « […] Partout où l’opinion publique a tenu bon pour défendre les libertés civiques, il s’est toujours trouvé des tribunaux ou des cours de justice capables de faire valoir la liberté personnelle. […] »[[12]](#footnote-12).

Mais le libéralisme nous donne une idée fausse de ce qu’est la liberté : « […] L’économie libérale a imprimé une fausse direction à nos idéaux. […] On se faisait des illusions en imaginant une société formée uniquement par le vouloir de l’homme. […] »[[13]](#footnote-13). Concilier liberté politique et système de marché régulé (c’est-à-dire une économie à liberté restreinte) est-il possible ? Oui mais à condition de bien définir ce qu’on entend par « liberté ».

La question est cruciale car Polanyi doit ici montrer à des anglo-saxons qu’une économie encadrée par l’Etat ne restreint pas nécessairement la liberté civique de chacun. Polanyi est en train ici de fonder idéologiquement l’Etat – Providence.

Polanyi propose alors une définition originale de la liberté pensée non pas comme une réalité tangible, une réalité quantifiable, mais comme une dynamique intime, une tension vers un idéal. Et Polanyi conclu son maître – ouvrage en proposant comme définition de la liberté la définition suivante : « […] Aussi longtemps que l’homme est fidèle à sa tâche de créer plus de liberté pour tous, il n’a pas à craindre que le pouvoir ou la planification s’opposent à lui et détruisent la liberté qu’il est en train de construire par leur intermédiaire. […] »[[14]](#footnote-14).

La première impression qu’un lecteur reçoit à la lecture de l’œuvre majeure de Polanyi c’est celle d’une profonde érudition, doublée d’une densité rare de raisonnements passionnants aussi bien dans les aspects majeurs comme dans les aspects secondaires du raisonnement. S’il est assez facile de concevoir l’économie générale de cette œuvre, la méticulosité du raisonnement conçu pas à pas comme une mécanique d’horlogerie intellectuelle frappe et déconcerte. Dans un premier temps le lecteur ne se sent pas à sa place.

Puis le lecteur est conquis et Polanyi l’entraîne alors dans un livre immense, clair et séduisant et c’est tout abasourdis que le lecteur arrive à cette conclusion originale et terrifiante : il n’y a plus de liberté d’entreprendre en Occident et se sont les excès mêmes de cette liberté laissée à l’entreprise qui ont tué le libéralisme ; la domination des *trusts* est le prodrome d’une domination des Etats totalitaires sur nos sociétés.

Microsoft laisse-t-il réellement une place à la liberté d’entreprendre dans le domaine des nouvelles technologies ? C’est bien grâce à la liberté d’entreprendre que Bill Gates et ses amis se sont enrichis dans les années quatre-vingt … mais en verrouillant par des brevets croisés chacune de leurs innovations n’ont-ils pas aussi supprimé la liberté d’entreprendre ?

On rétorque alors que la propriété privée – et surtout la propriété intellectuelle et scientifique – est le garant des investissements industriels car elle assure des profits futurs à ceux qui inventent et qui innovent. C’est vrai.

Mais il y a bien là – et c’est ce que relevait Polanyi, domination des trusts dans l’économie : Appel en fondant *Pixar Pictures* souhait casser le monopole de fait de *Walt Disney Pictures* dans les films d’animation jeune public. Aujourd’hui les films réalisés par *Pixar* sont soit produits et distribués par *Walt Disney Picture* soit coproduits et distribués. Le monopole de *Walt Disney* s’est … renforcé : la survie de *Pixar* était à ce prix. Mais quelle ironie !

On reste fasciné par la facilité avec laquelle les Firmes Transnationales (FTN) comme Total Fina Elf en Birmanie ou Google et Yahoo en République Populaire de Chine (RPC) s’implantent dans des régimes *a priori* en contradiction flagrantes avec leurs exigences. Comment des entreprises qui dénoncent en Occident la mainmise jacobine de l’Etat sur l’économie et dénoncent par là la présence de l’Etat comme un frein au développement économique peuvent-elles s’accommoder avec des Etats non pas seulement jacobins mais bien totalitaires ? La réponse c’est Polanyi qui nous la donne : si dans un contexte de capitalisme libéral authentique le patronat soutient effectivement les forces libérales, dans un contexte de capitalisme de *trusts* le patronat s’accommode bien de ce qui lui ressemble : un Etat sans liberté réelle pour les citoyens réduits au rôle de consommateurs et de producteurs.

Chacun s’étonne de la souplesse avec laquelle la RPC a intégré les exigences du capitalisme occidental dans les Zones Économiques Spéciales (ZES). Qui s’étonne de l’inverse ? Qui s’étonne de la complaisance de ces *trusts* internationaux à l’égard des autorités chinoises ? Mariages interdits, déplacements interdits, syndicalisme interdit … Une population de travailleurs captifs et muets offerte aux *trusts* internationaux. La même chose se réalise dans la Mexamérique de l’ALENA où les ouvrières sont stérilisées afin de réduire les congés maternités d’ouvrières ayant reçu une formation professionnelle ! Que dire quand cette complaisance va – comme c’est le cas pour de grands fournisseurs d’accès – à livrer les noms des dissidents aux autorités dans des régimes dictatoriaux ?

On fait semblant de croire que ces entreprises s’installent dans ces enfers sociaux et politiques uniquement guidées par le désir – et certains disent même la nécessité, consécutive de l’âpre concurrence mondiale – de trouver des travailleurs moins chers. Certains disent que ces délocalisations servent les Etats qui les accueillent car les salaires distribués par ces sociétés étrangères sont supérieures aux salaires locaux. Soit.

On subodore une étonnante accointance entre ces entreprises qui considèrent toujours que leurs salariés ont trop de droits et ces Etats militaires qui considèrent que leurs habitants – on n’ose écrire citoyens – en réclament trop. Si le modèle d’Etat pour Citroën c’est la RPC on comprend alors comment les patrons comme Krupp ou Thyssen ou Porsche ont appréhendé le NSDAP ! Et comment ils appréhenderaient une nouvelle montée fasciste. Ne sont-ils pas aujourd’hui les meilleurs supporters d’une politiques dite « libérale » mais qui se propose de libéraliser encore le marché des capitaux et celui du travail tout en restreignant encore les migrations. Des capitaux volatils pour une population captive et de plus en plus surveillée … Voilà la tentation des *trusts* nous dit Polanyi, c’est aussi celle dans laquelle nous vivons !

Et ce que dit Polanyi ce n’est pas cette évidence que le patronat est attiré par le politique qui lui promet de plus belles affaires. Ce que dit Polanyi c’est qu’un capitalisme dominé par des *trusts* est immanquablement attiré, l’a toujours été et le sera toujours, par les régimes qui privent les citoyens de liberté. Il est dans la nature des *trusts* de promouvoir les régimes qui leurs ressemblent le mieux.

Le paradoxe apparent que représentent des entreprises internationales réclamant à cors et à cris un assouplissement de la législation du travail et une diminution du rôle de l’Etat dans l’économie en Occident, et frayant avec les Etats les plus totalitaires, c'est-à-dire les Etats les plus présents dans l’économie qu’on puisse imaginer se résout de lui-même : les *trusts* ne sont pas des adeptes du libéralisme (économique ou politique) ils en sont les fossoyeurs.

Et tous les discours autoproclamés « libéraux » et tous les appels au libéralisme ne sont en fait que de pieux mensonges : des mensonges que le patronat se sert à lui-même et qu’il sert aux dirigeants politiques. Il n’y a plus guère de libéralisme réel dans le capitalisme occidental.

Nous pourrions reprendre mot pour les paroles de MacIver[[15]](#footnote-15) qui en 1944 présentait *La Grande Transformation. Aux origines économiques et politiques de notre temps.* Robert MacIver disait : « […] Voici, à une heure cruciale, une compréhension neuve de la forme et du sens des affaires humaines. […] »[[16]](#footnote-16).

Plus d’un demi-siècle après la lecture de l’œuvre majeure de Karl Polanyi produit la même impression.

© **Aminata** BEÏDARI (janvier 2015). Cet article reprend un article plus long (2006) accompagné de notes bibliographiques et critiques, rédigé pour le Centre National des Arts & Métiers (CNAM), de Paris, France.

1. .POLANYI (1944), page 31, deuxième paragraphe.  [↑](#footnote-ref-1)
2. *Op Cit*., page 37.  [↑](#footnote-ref-2)
3. *Ibid*., page 81, premier paragraphe.  [↑](#footnote-ref-3)
4. *Ibidem.*, pages 76 et *sq*.  [↑](#footnote-ref-4)
5. *Op Cit*., le commerce *kula* peut avoir des cycles de plus de dix ans entre le début de l’échange et son terme, page 79.  [↑](#footnote-ref-5)
6. *Idem*., page 184.  [↑](#footnote-ref-6)
7. *Ibidem.*, page 186.  [↑](#footnote-ref-7)
8. *Ibidem*., page 187.  [↑](#footnote-ref-8)
9. *Ibidem.*, page 188 et *sq*.  [↑](#footnote-ref-9)
10. Chapitre 7 intitulé « Spemhamland, 1795 ».  [↑](#footnote-ref-10)
11. Chapitre 21 « La liberté dans une société complexe. », page 327.  [↑](#footnote-ref-11)
12. *Idem.*, page 329, premier paragraphe.  [↑](#footnote-ref-12)
13. *Op Cit.*, page 331, deuxième paragraphe.  [↑](#footnote-ref-13)
14. *Idem.*, page 334.  [↑](#footnote-ref-14)
15. Préface de Louis Dumont, page I.  [↑](#footnote-ref-15)
16. Le texte intégral de la préface de l’édition américaine de 1944 rédigée par R. M. MacIver se trouve annexée à l’édition Gallimard de *La Grande Transformation.*, page 395 et suivantes.  [↑](#footnote-ref-16)